

Application de l'article 7 du Règlement d'Ordre intérieur du Conseil communal.
Proposition de motion déposée par le groupe "PS" et cosignée par le groupe "PTB-PVDA",
relative aux mesures d'économie du Gouvernement de la "Fédération Wallonie-
Bruxelles" dans l'enseignement

F. LAANAN :

Comme vous le savez, l'éducation, pour le « PS », est un droit fondamental aujourd'hui en danger, c'est un pilier sacralisé de notre société, notamment par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, par la Convention internationale et par notre propre Constitution, pourtant, aujourd'hui, ce droit est menacé.

Hier au Parlement de la « FWB » une série de mesures et d'ajustements budgétaires ont été adoptées, notamment dans le cadre du décret-programme. Ce sont des attaques frontales menées par le Gouvernement « MR - Les Engagés » en « FWB » contre l'égalité des chances, contre la qualité de notre enseignement mais surtout contre l'avenir de nos enfants. Il en va de coupes budgétaires aggravant les inégalités

Anderlecht est une commune connaissant beaucoup de zones de précarité. Prochainement, il va y avoir des économies notamment dans la gratuité des fournitures scolaires, la réduction de moitié du dispositif mais l'extension à davantage d'élèves jusqu'en 6^e. Comment expliquer à un enfant qu'il n'aura pas les outils nécessaires pour apprendre alors que l'école est censée être le lieu où chacun peut s'épanouir, quel que soit son milieu social ?

Dans notre commune, il en va de 650 élèves qui ne bénéficieront plus d'un repas chaud à cause d'une coupe budgétaire réalisée par le Gouvernement de la « FWB ». Comment un enfant peut-il se concentrer quand il a le ventre vide ?

L'encadrement différencié est réduit de 30%, alors que nos 11 écoles communales accueillent les élèves les plus défavorisés. Ces économies ne sont pas neutres, la non-indexation des budgets pour l'année 2026 va forcer les Communes à choisir entre réduire la qualité de l'enseignement, ou alourdir encore la charge des familles, sans parler d'autres secteurs, comme celui de l'éducation permanente ou de la culture où, là aussi, il n'y a ni indexation, ni reconnaissance.

Aussi, l'instauration d'un minerval pour les académies va priver les enfants les plus précaires d'un accès à la culture et à l'art, alors que ces activités sont essentielles à leur développement puisque, dorénavant, il faudra payer annuellement 94€ par enfant pour y participer.

Le métier d'enseignant est aussi dévalorisé, des écoles seront en souffrance. Comment attirer encore des enseignants alors qu'on sait qu'au cours de leurs cinq premières années ils quittent leur emploi parce que c'est trop dur et qu'ils ne sont pas suffisamment encadrés et accompagnés. Cela crée une pression insupportable sur les familles mais aussi sur les Communes puisque ce sont elles qui vont devoir suppléer aux carences du Gouvernement.

Une mobilisation existe aujourd'hui, nous connaissons tous des amis ou des proches étant directeurs d'école ou enseignants dénonçant toutes ces mesures, pourtant on ne les écoute pas.

A Anderlecht, nous refusons cette logique, nous refusons de voir nos écoles se transformer en variable d'ajustement budgétaire. Notre devoir est de continuer à résister et de dénoncer ces mesures avec la plus grande fermeté. Nous devons soutenir nos enseignants, nos directions d'école, nos élèves et leurs familles, mais nous devons aussi continuer à nous battre contre ces mesures que le Gouvernement de la « FWB » réalise dans ces secteurs essentiels.

C'est la raison pour laquelle, je dirais que l'éducation n'est pas une dépense mais un investissement. Ce n'est qu'en voyant les choses ainsi que nous continuerons notre combat en faveur des élèves et de leurs familles, surtout pour soutenir la Commune et l'échevine de l'Enseignement.

A. BESTARD :

Le « PTB » a vraiment eu beaucoup de mal en apprenant le vote fait par la « FWB ». Comment est-il possible d'attaquer avec autant de mépris nos écoles, nos crèches, la culture, nos jeunes et notre avenir ?!

Dans leur programme, « Les Engagés » ont toujours fait croire qu'ils défendaient les familles, les enseignants, les étudiants, les puéricultrices, mais on constate qu'ils ont voté, sans aucune gêne, des coupes drastiques dans l'enseignement. Le « MR » a suivi mais, à la limite, on n'avait pas trop de doutes à ce sujet. Ils ont prétendu qu'il n'y a pas d'argent disponible, alors qu'ils préfèrent acheter plus d'avions F35 ! Le budget d'un seul avion pouvait compenser l'entièreté des coupes budgétaires faite, cela aurait permis de ne pas impacter nos jeunes, nos enseignants et nos écoles. Car c'est bien le niveau fédéral qui finance la « FWB ».

Les mesures prises au niveau fédéral ont des impacts sur la « FWB », qui ont ensuite des impacts sur notre Commune puisque ce sont nos écoles, nos étudiants et nos enseignants qui vont subir les coupes budgétaires.

Des professeurs vont se retrouver dans des conditions encore plus compliquées alors qu'ils sont déjà en pénurie, tellement leur travail est devenu difficile. Maintenant on s'attaque à leurs horaires, on leur demande de faire des heures non-payées, on supprime les valorisations salariales, on met fin aux nominations, on leur impose ainsi de travailler dans des conditions monstrueuses.

On va demander à nos enfants d'aller à l'école dans des conditions indignes en supprimant les fournitures scolaires et les repas chauds.

C'est de cette manière que Margaret Thatcher s'est fait connaître : en faisant des coupes budgétaires violentes dans les budgets scolaires, en supprimant le lait dans les cantines. A son image, la Ministre Glatigny du « MR », va encore plus loin en supprimant le repas ! Cela ne s'arrête pas à la « FWB », le Gouvernement fédéral « Arizona » continue d'attaquer ces mêmes personnes avec une taxe sur les pensions et sur l'index, on ne remboursera pas des soins.

Anderlecht va devoir pallier les carences des enfants qui n'auront pas nécessairement de matériel scolaire, ni de repas chauds, ni d'encadrement pour les aider, ni d'aide scolaire. La Commune doit résister et ne doit pas tout accepter sans rien dire car il y a des conséquences.

Lundi, plus de 7.000 personnes manifestaient dans les rues : des syndicats, les secteurs de la jeunesse, des puéricultrices de crèches, tous disent qu'ils n'en peuvent plus. On sait ce que peut donner un mauvais encadrement quand il n'est pas en nombre suffisant, les graves accidents qui peuvent en découler mais, malgré tout, on continue à couper dans le secteur de la jeunesse.

Toutes ces personnes se mobiliseront encore fin en janvier 2026 car la jeunesse est notre avenir. Les professeurs sont ceux qui aident cette jeunesse à se construire et le rôle de notre Commune est de soutenir le mouvement !

N. KAMMACHI :

L'enseignement est une des raisons pour lesquelles je me suis engagée en politique. Pour moi, il est essentiel de donner à chaque enfant la chance d'accéder à tous les métiers et à tous les rêves, ce qui commence par l'enseignement.

Cependant, ce qui se joue à la « FWB » me met mal à l'aise car nous en sommes à la énième motion déposée par une majorité qui, systématiquement, se déchire. Ce point a été mis à l'ordre du jour étant signée par le « PS » et le « PTB » mais pas par « Les Engagés », ni par le MR » alors que ces deux derniers font partie de la majorité anderlechtoise ! Je n'aime pas cette manière de fonctionner, j'aimerais qu'on fasse de la politique autrement mais je suis peut-être trop naïve.

Beaucoup de gens attendent des vrais changements, raison pour laquelle il faut arrêter de vouloir systématiquement tirer les uns sur les autres.

Nous sommes face à une fragilité de notre système : un niveau de pouvoir décide des choses, un autre niveau de pouvoir, avec les mêmes individus, ne sont pas d'accord avec ce qui a été décidé par le premier niveau.

Le Collège va-t-il ainsi arrêter de gouverner ensemble au niveau anderlechtois, ou va-t-il dire que c'est fini, que le Collège explose et va chercher d'autres partenaires qui ont la même vision sur le sujet ?!

C'est bien triste, mais cette motion ne sert à rien, juste à se faire du mal les uns envers les autres. En fait, on joue un cirque et je ne veux pas en faire partie. En fait, il faut savoir que cette motion a été, initialement, déposée par les écologistes à Saint-Gilles, et aujourd'hui copiée-collée à Anderlecht.

F. LAANAN :

Lorsqu'il y a des bonnes choses chez « Ecolo », on les reprend !

N. KAMMACHI :

Arrêtez ! Les gens n'ont plus confiance en vous et n'ont plus confiance en votre petit jeu. Oui, les écologistes vont évidemment signer cette motion mais la majorité gouverne-t-elle encore ensemble, oui ou non ?

L. D'AGRO :

Comme le dit N. Kammachi, il faut déposer les motions au bon endroit, c'est ça le véritable problème aujourd'hui : on dépose des motions de mois en mois mais l'intérêt se situe au niveau du Parlement de la « FWB », même si cela parle directement aux Anderlechtois. En fait, cette motion ne s'adresse pas au bon interlocuteur car aucun échevin ne sait fournir de réponse sur ce sujet.

Dans le cadre de cette motion, personne ne remet en cause l'importance de lancer le monde public, ni son rôle fondamental, dans la lutte contre les inégalités, certainement pas notre groupes « MR - Les Engagés - CD&V » car l'enseignement est essentiel.

Je pense que F. Laanan connaît mieux que quiconque la situation financière plus que critique de « FWB ». Le budget global de la Communauté française avoisine aujourd'hui 15 milliards d'euros, alors que son enveloppe réelle est d'environ 13,5 milliards d'Euros. La différence est comblée par de l'emprunt et, dans ce contexte, il faut avoir l'honnêteté de rappeler, un enseignant sur cinq est aujourd'hui financé par la dette. Refuser toute adaptation comme le propose cette motion, n'est pas défendre l'enseignement c'est, au

contraire, faire peser un risque sérieux sur sa soutenabilité et sur les capacités de la « FWB » à remplir ses missions sur le long terme.

Contrairement à ce que laisse entendre cette motion, le Gouvernement n'a pas sacrifié la qualité de l'enseignement, il fait des choix parfois difficiles mais ciblés.

Une série de tests-clés qui vont être mis en place, dont des refinancements d'environ 5 millions d'Euros jusqu'en 2034 pour les écoles de la Communauté française ; et pour les académies, un minerval de 94€ pour les enfants de moins de 12 ans.

Il faut remettre les choses en perspective : la gratuité totale est un idéal. On le sait, certains veulent tout gratuit, mais ne proposent aucun financement, ou n'exigent jamais un financement collectif.

Sous l'impulsion de la Ministre de l'Education, Valérie Glatigny, le Gouvernement de la Communauté française a fait le choix de moderniser la carrière enseignante, de s'attaquer frontalement à la pénurie de personnel : les jeunes enseignants bénéficieront d'un contrat à durée indéterminée dès leur première année d'ici 2027, ce qui mettra fin à une précarité structurelle qui pousse aujourd'hui trop de jeunes à quitter le métier, comme nous le savons tous aujourd'hui. Ces mesures sont essentielles car on sait qu'un tiers des jeunes enseignants quitte la profession au cours des cinq premières années de sa carrière

Je rappelle que cette trajectoire budgétaire prévoit aussi des mesures positives souvent passées sous silence : une revalorisation salariale de 5% pour les enseignants formés en quatre ans ; une revalorisation des directions avec une pension barémiques portée à 25% ; deux cent vingt postes supplémentaires pour l'accompagnement des élèves en difficulté (un thème énormément abordé par notre Conseil communal) ; cinq millions d'Euros supplémentaires pour les « CPMS » avec une attention particulière apportée à la santé mentale, encore un sujet beaucoup abordé en Conseil communal) et auquel on répond par des financements supplémentaires ; dès 2027 une réduction de deux périodes en classe pour tous les enseignants lors de leur première année, à partir de 60 ans.

Je conclus en disant que l'objectif de ces mesures n'est pas de démanteler l'enseignement mais d'en maîtriser le budget sans sacrifier la qualité de l'encadrement, cela afin de réinvestir durablement dans l'école de demain.

Cette motion dénonce mais ne propose pas de trajectoire crédible, vous auriez sûrement pris les mêmes décisions au vu des contraintes financières réelles. Le groupe « MR - Les Engagés - CD&V » ne soutiendra donc pas cette motion.

F. LAANAN :

Ce n'est pas parce qu'un groupe de la majorité décide de déposer une motion qu'il y a forcément un problème dans la majorité ! Madame Kammachi, on ne viendra pas vous chercher parce que vous n'avez de leçon à nous donner sur votre gestion du passé.

N. KAMMACHI :

Avec vous certainement pas.

F. LAANAN :

Vous êtes probablement jalouse de ne pas avoir su déposer à Anderlecht cette motion initiée à Saint-Gilles ! Vos collègues à Saint-Gilles sont bien plus pertinents et performants que vous.

Monsieur D'Agro, merci d'avoir rappelé une série de mesures positives en essayant d'évincer toutes les mauvaises, dont une coûte 500 millions d'Euros : la fin des nominations.

Si on arrêtait de prendre cette mesure, on n'aurait pas besoin de faire toutes ces économies, c'est donc juste une question de choix politique. En dehors de ça, je vous apprécie beaucoup puisque j'ai cosigné avec vous votre prochaine motion relative au pont Marchand. Il n'y a pas de problème, de temps en temps, on peut ne pas être

d'accord. Comme dit l'expression, « ce n'est pas parce qu'on dort dans le même lit qu'on a envie de faire toujours les mêmes choses ».

S. BENNANI :

Je vous affirme que nos partis ne dorment pas dans le même lit.

N. KAMMACHI :

Je constate que, depuis le début de la législature, systématiquement, toutes les motions ne sont pas signées par l'ensemble du Collège sauf, sur des questions de mobilité, pour lesquelles il est totalement uni. Toutefois, je pense que le Bourgmestre n'est pas toujours d'accord avec ce que ses collègues pensent en matière de mobilité. Ce désaccord permanent amène à se poser des questions.